

MINISTERE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2022

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET
A FIN MARS 2022**

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2022, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

I- **MOBILISATION DES RESSOURCES**

Les ressources mobilisées à fin mars 2022 s'élevaient à **1.920,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.846,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 104,0%.

Ces réalisations comprennent **1.136,3 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **784,6 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **1.106,9 milliards de FCFA** à fin mars 2022, avec un écart positif de 33,9 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 1.073,0 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** se sont chiffrées à **314,3 milliards de FCFA** contre une prévision de 267,8 milliards de FCFA. L'écart positif de 46,5 milliards de FCFA enregistré résulte de la forte progression des prix à l'importation (+21,4%) par rapport aux prévisions initiales, consécutive à l'impact de la crise ukrainienne ;
- **l'impôt BIC hors pétrole** a été collecté à hauteur de **56,9 milliards de FCFA** contre 31,5 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 25,5 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique principalement par le paiement au cours du premier trimestre par certaines entreprises du premier tiers de l'impôt BIC dont l'échéance est fixée au mois d'avril ;
- **la taxe ad valorem** a été recouvrée à hauteur de **11,3 milliards de FCFA**, contre une prévision de 7,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 3,7 milliards de FCFA, essentiellement en lien avec un paiement de 3,5 milliards de FCFA, non initialement attendu au premier trimestre, effectué par la société Perseus Mining Yaouré en janvier 2022 ;
- **les impôts sur les revenus et salaires** ont été collectés à hauteur de **176,2 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 3,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 172,5 milliards de FCFA. Cette performance est liée aux régularisations effectuées au cours du premier trimestre pour un montant de 3,8 milliards de FCFA, en application de la nouvelle disposition fixant l'échéance de dépôt des déclarations de régularisation des ITS au mois de février ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été collectée à hauteur de **152,2 milliards de FCFA** contre **148,8 milliards de FCFA** prévus, soit un écart positif de 3,4 milliards de FCFA, résultant d'un dynamisme plus important que prévu de l'activité économique ;
- **les patentes et licences** ont été recouvrées à hauteur de **21,2 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 1,7 milliard de FCFA par rapport aux prévisions de 19,4 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique principalement par une reprise plus forte qu'attendue de l'activité économique en 2021, après le ralentissement induit par la Covid-19 en 2020.

L'effet des résultats positifs susmentionnés a toutefois été atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des taxes sur les produits pétroliers (-27,7 milliards de FCFA), du fait d'un niveau moins favorable que prévu de la taxation, des taxes à l'exportation (-10,0 milliards de FCFA, en lien avec un niveau moins élevé qu'attendu des prix à l'exportation du cacao et de la noix de cajou), de l'impôt synthétique et des prélèvements AIRSI (-6,6 milliards de FCFA) ainsi que des impôts sur les revenus des capitaux mobiliers (-3,7 milliards de FCFA).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **25,4 milliards de FCFA** pour un objectif de 23,8 milliards de FCFA. Ces recettes comprennent 11,3 milliards de FCFA de recettes des services, 11,0 milliards de FCFA au titre des revenus du domaine et 3 milliards de FCFA de recettes exceptionnelles issues des surcotes payées lors des souscriptions aux titres publics.

Quant aux dons, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **4,0 milliards de FCFA** pour une prévision de 18,5 milliards de FCFA.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **623,5 milliards de FCFA** contre 510,0 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 153,3 milliards de FCFA

d'obligations du Trésor émis par adjudication, 109,3 milliards de FCFA de bons du Trésor et 360,8 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI).

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **9,3 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent du Port Autonome d'Abidjan pour 4,7 milliards de FCFA, de CI-Energies pour 3,3 milliards de FCFA, du Fonds National de l'Eau pour 1,025 milliard de FCFA et de Air Côte d'Ivoire pour 0,2 milliard.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **0,2 milliard de FCFA**.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **151,6 milliards de FCFA** contre un objectif de 189,5 milliards de FCFA et ne concerne que les emprunts-projets. Ce niveau d'exécution s'explique principalement par certains projets importants qui n'ont pas enregistré de début d'exécution budgétaire au cours du premier trimestre. Il s'agit notamment du projet de construction du port sec de Ferké (69,1 milliards de FCFA de dotation annuelle), de l'aménagement de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké (45,2 milliards de FCFA de dotation annuelle) et du projet d'assainissement et de résilience urbaine (42,2 milliards de FCFA de dotation annuelle) et du projet de construction et d'équipement de 7 établissements de formation professionnelle (40 milliards de FCFA de dotation annuelle).

II- EXECUTION DES DEPENSES

A fin mars 2022, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **1.768,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.886,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,7%. Ces dépenses se déclinent comme suit :

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **290,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 295,6 milliards de FCFA, en lien avec l'impact de la variation à la baisse du cours du dollar US par rapport aux hypothèses de projection. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 77,1 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 213,3 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **466,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 488,7 milliards de FCFA, principalement en lien avec le retard observé dans la transmission des dossiers de premier mandatement des 10.300 enseignants recrutés dans le cadre du PSGouv 2018-2020.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **17,5 milliards de FCFA** contre une prévision de 23,1 milliards de FCFA, en raison notamment du retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (14,8 milliards de FCFA), de téléphone (2,0 milliards de FCFA) et d'eau (0,7 milliard de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **130,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 186,6 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19) ont été exécutés à hauteur de **135,7 milliards de FCFA**, pour une prévision de 121,4 milliards de FCFA, en lien avec un rythme plus élevé que prévu de l'exécution des subventions aux écoles privées (38,1 milliards de FCFA contre 24,1 milliards de FCFA prévus). Ces transferts comprennent également les subventions aux EPN (30,5 milliards de FCFA), les bourses et pécules (7,3 milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités (6,5 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **15,3 milliards de FCFA** et concernent uniquement le plan de riposte sanitaire.

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **32,0 milliards de FCFA** contre 17,7 milliards de FCFA initialement prévus, en lien avec la nécessité d'un renforcement continu du dispositif sécuritaire.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **380,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 541,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 70,4%, en lien avec un niveau moins élevé que programmé de l'exécution des projets financés sur ressources extérieures. Ces dépenses ont été financées à 59,1% sur les ressources intérieures et 40,9% sur les ressources extérieures.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que vingt-cinq (25) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 25% et treize (13) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 25%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **299,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 212,4 milliards de FCFA, soit un dépassement de 87,2 milliards FCFA, en rapport avec le règlement en mars 2022 de la première échéance du C2D, initialement programmée en avril 2022.

Concernant en particulier **les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **725,2 milliards de FCFA** à fin mars 2022, au-dessus de l'objectif plancher de 714,1 milliards de FCFA.

Le solde budgétaire à fin mars 2022 ressortirait ainsi à **-279,4 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher attendu à fin décembre 2022 à -1.975,3 milliards de FCFA, représentant -4,7% du PIB, dans l'attente de l'adoption du collectif budgétaire qui projette le solde budgétaire à -5,7% du PIB.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au cours du premier trimestre 2022 s'est déroulée dans un environnement mondial marqué par le conflit en Ukraine. Elle a néanmoins été globalement caractérisée par une mobilisation satisfaisante des ressources et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

En effet, les recettes fiscales ont enregistré un bon niveau de recouvrement, avec un taux de 103,2% par rapport à l'objectif et l'exécution des charges de fonctionnement a, quant à elle, été globalement contenue à l'intérieur des prévisions.

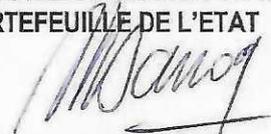
Les efforts se poursuivront en vue de consolider la performance du recouvrement des ressources et la maîtrise des charges de fonctionnement, mais également en vue d'améliorer la consommation des crédits d'investissement afin d'assurer l'atteinte des objectifs du PND 2021-2025.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin mars 2022, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

Adama COULIBALY

**LE MINISTRE DU BUDGET ET DU
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**


Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin mars 2022)

en milliards de FCFA

	Budget 2022		Fin mars 2022		Budget 2022		Fin mars 2022	
	(hors comptes spéciaux)	spéciaux)	Objectif	Réalisation	(hors comptes spéciaux)	spéciaux)	Objectif	Réalisation
RESSOURCES								
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES								
RECETTES FISCALES (y.c FER)	4 677,1		1 073,0	1 106,9			296,6	290,4
- DGI	2 620,8		559,0	584,0			62,3	77,1
- TRESOR	11,5		2,8	2,8			233,3	213,3
- DGD (hors FCS, PCC et SGS)	2 044,8		511,3	520,1			488,7	466,9
RECETTES NON FISCALES (y.c FMR)	104,6		23,8	26,4			209,7	148,1
Recettes non fiscales Trésor	58,9		14,7	11,3			23,1	17,5
Revenus du domaine DGI	35,9		9,1	11,0			186,6	130,6
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0		0,0	0,0				
Licences de télécommunication	0,0		0,0	0,0				
Fonds d'investissement en milieu rural	9,8		0,0	0,0				
Surcote sur Emission de titres publics			0,0	3,0				
DONS	254,8		18,5	4,0			0,0	15,3
Dons programmes	212,4		0,0	0,0			0,0	15,3
AFD (C2D)	199,7		0,0	0,0			0,0	0,0
GVT Espagnol (PCD)	7,2		0,0	0,0				
UE	5,5		0,0	0,0				
BEI	0,0		0,0	0,0				
Dons projets	88,4		18,5	4,0			17,7	32,0
Autres dons	0,0						17,7	32,0
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	5 076,508		1 115,4	1 136,3			1 674,1	1 469,1
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE								
Privatisation et ventes d'actifs	112,7		28,2	0,2			212,4	295,6
Transfert des entreprises adhétes rétrocédées	12,5		3,1	9,3			134,6	140,7
Emprunts sur marchés monétaire et financier	2 215,0		610,0	623,5			77,9	158,9
Emprunts obligataires			230,0	360,8				
Bons et obligations du Trésor			280,0	282,6				
Eurobonds			0,0	0,0				
Emprunts programmes	466,7		0,0	0,0				
Banque Mondiale			0,0	0,0				
Banque Africaine de Développement			0,0	0,0				
AFD (Autre appui budgétaire)			0,0	0,0				
Allemagne	466,7		0,0	0,0				
Autres emprunts-programmes	1 357,3		189,5	151,6				
Emprunts-projets								
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	4 164,2		730,8	784,6			212,4	299,6
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	9 240,7		1 846,2	1 920,9			1 886,6	1 768,6
DEPENSES								
CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE								
Dettes inférieures	1 015,4						2044,8	2044,8
Dettes extérieures	472,3						1 265,1	1 407,7
	544,1						779,7	158,9
PERSONNEL	1 987,8						212,4	158,9
ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	730,6						134,6	140,7
Abonnement	115,5						77,9	
Autres achats de biens et services	615,0							
TRANSFERTS (hors CNS et élections)	648,2						121,4	135,7
DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID	30,0						0,0	15,3
Plan de soutien de l'économie / Coronavirus	30,0						0,0	15,3
Plan de riposte contre le Coronavirus							0,0	0,0
DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	42,9						17,7	32,0
sur financement intérieur	42,9						17,7	32,0
INVESTISSEMENT	2 770,1						641,0	380,6
- Trésor (y.c FMR et FER)	1 330,4						332,9	225,0
Projets C2D et PCD	206,9						41,5	1,2
Investissement FMR	9,8						0,0	0,0
Fonds d'Entretien Routier	198,6						47,6	56,3
Autres investissements	915,1						243,8	187,5
- Financement extérieur des projets	1 439,7						208,1	155,6
Emprunts-projets	1 357,3						169,5	151,6
Dons-projets	82,4						18,5	4,0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	7 195,945						1 674,1	1 469,1

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2022)

En milliards de FCFA

LIBELLES	fin mars 2022		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 073,0	1 106,9	33,9
<u>DGI</u>	<u>559,0</u>	<u>584,0</u>	<u>25,0</u>
Impôts directs	244,6	264,9	20,4
BIC pétrole et gaz	11,2	12,6	1,5
- BIC pétrole	0,0	1,5	1,5
- BIC gaz	11,2	11,2	0,0
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	233,4	254,7	21,3
- BIC hors pétrole	31,5	56,9	25,5
- Impôt synthétique et AIRSI	12,1	5,5	-6,6
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	0,0	2,4	2,4
- Impôts sur revenus et salaires	169,9	173,8	3,8
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	19,9	16,1	-3,7
Impôts indirects	314,4	319,0	4,6
TVA (hors part secteur électricité)	148,8	152,2	3,4
TOB	25,2	24,8	-0,4
Taxe sur boissons et tabacs	21,2	20,1	-1,1
Droits d'enregistrement et de timbre	61,4	61,5	0,2
<i>dont enregistrement café cacao</i>	32,0	28,4	-3,6
Patentes et Licences	19,4	21,2	1,7
Taxe d'exploitation pétrolière	0,0	0,6	0,6
Taxe d'exploitation du gaz	4,8	4,8	0,0
Taxe sur les télécommunications	17,0	14,6	-2,5
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	7,9	6,8	-1,1
Taxe ad valorem	7,7	11,3	3,7
Accises et autres taxes indirectes	1,1	1,1	0,0
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	0,6	0,2	-0,4
<u>TRESOR</u>	<u>2,8</u>	<u>2,8</u>	<u>0,0</u>
Impôts directs	2,6	2,4	-0,2
Impôts sur revenus et salaires	2,6	2,4	-0,2
Impôts indirects	0,2	0,4	0,2
Timbres et vignettes	0,2	0,4	0,2
<u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u>	<u>511,3</u>	<u>520,1</u>	<u>8,8</u>
Droits et taxes à l'importation	365,2	384,0	18,8
Taxes sur produits pétroliers	97,4	69,7	-27,7
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	267,8	314,3	46,5
Taxes à l'exportation	146,1	136,1	-10,0

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2022	Exécution fin Mars	Taux d'exécution Fin Mars
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	600 000 000	-	0,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	17 728 481 088	-	0,0%
Ministère du Tourisme	1 298 000 000	-	0,0%
Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	90 798 739 564	215 623 407	0,2%
Ministère du Plan et du Développement	22 656 470 450	317 196 000	1,4%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	9 157 693 125	168 038 543	1,8%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	145 863 768 522	2 785 268 119	1,9%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	63 893 042 873	1 469 952 069	2,3%
Ministère de l'Economie et des Finances	32 208 120 829	859 918 694	2,7%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4 943 849 019	167 494 018	3,4%
Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité	171 348 998 131	6 743 101 665	3,9%
Ministère de la Fonction Publique	1 588 965 000	77 150 000	4,9%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	59 816 978 718	4 247 531 000	7,1%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	10 396 225 498	739 443 441	7,1%
Ministère des Transports	61 419 638 994	5 499 803 170	9,0%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	467 781 740 686	53 411 805 484	11,4%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	136 717 600 000	15 995 319 978	11,7%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	2 553 825 000	335 958 318	13,2%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	43 350 316 783	5 793 651 709	13,4%
Cour des Comptes	1 275 634 343	180 000 000	14,1%
Ministère de la Culture et de Francophonie	875 982 051	129 042 000	14,7%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	149 928 845 582	24 408 312 314	16,3%
Cour de Cassation	250 000 000	45 000 000	18,0%
Représentation Nationale	700 000 000	126 000 000	18,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	38 287 501 775	8 895 297 070	23,2%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	55 706 359 442	14 215 829 776	25,5%
Ministère des Sports	178 388 984 661	49 392 957 351	27,7%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	10 200 080 000	2 882 404 000	28,3%
Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	12 212 668 565	4 033 107 072	33,0%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat (hors dépenses communes)	62 509 462 208	20 710 061 179	33,1%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance, du Renforcement des Capacités et de la Lutte contre la Corruption	1 561 000 000	560 500 000	35,9%
Primature et Services Rattachés	22 619 666 908	8 599 210 180	38,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	10 005 000 000	3 900 000 000	39,0%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	86 749 763 708	38 342 244 168	44,2%
Ministère des Eaux et Forêts	6 433 151 684	3 412 480 414	53,0%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	32 886 590 112	21 616 320 612	65,7%
Présidence de la République	25 671 500 000	17 620 870 000	68,6%
Commission Electorale Indépendante	250 000 000	250 000 000	100,0%
S/Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	2 040 634 645 319	318 146 891 751	15,6%
Dépenses communes	549 331 382 817	6 159 409 658	1,1%
Comptes Spéciaux	208 200 000 000	56 300 000 000	27,0%
TOTAL	2 798 166 028 136	380 606 301 409	13,6%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2022

(en FCFA)

DOMAINES	2021	2022		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif mars	Exécution à fin mars
01 Agriculture et développement rural	212 026 766 738	86 191 197 406	21 547 799 352	30 755 598 702
01.0 Administration générale	145 245 235 086	16 182 611 028	4 045 652 757	4 087 628 691
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	18 753 656 062	20 137 184 894	5 034 296 224	11 135 590 356
01.2 Formation et encadrement	32 999 548 992	33 521 626 886	8 380 406 722	11 561 478 156
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 582 326 598	6 502 326 598	1 625 581 650	3 970 901 499
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	10 446 000 000	9 847 448 000	2 461 862 000	
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	16 408 730 252	16 304 717 935	4 076 179 484	3 077 017 366
02.0 Administration générale / formation et encadrement	11 043 269 148	9 561 904 649	2 390 476 162	2 306 369 386
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 438 892 640	2 902 853 809	725 713 452	480 013 527
02.2 Pêche et aquaculture	2 926 568 464	3 839 959 477	959 989 869	290 634 453
03 Education	1 499 460 185 354	1 525 197 885 928	330 795 513 763	280 932 696 753
03.0 Administration générale	119 046 132 134	50 102 833 458	11 523 651 695	7 965 605 081
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	587 505 279 509	648 104 813 977	129 064 107 215	126 741 516 279
03.2 Alphabétisation	559 657 856	459 659 630	105 721 715	-
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	509 923 128 647	584 748 954 886	134 492 259 624	90 021 274 737
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	282 425 987 208	241 781 623 977	55 609 773 515	56 204 300 656
04 Santé	465 347 518 869	458 032 222 900	114 508 055 725	72 411 967 297
04.00 Administration générale santé	245 791 575 065	223 254 243 648	55 813 560 912	48 946 845 367
04.01 Système de santé primaire	60 668 968 086	102 840 556 153	25 710 139 038	4 555 265 643
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	4 163 004 768	1 500 000 000	375 000 000	
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	52 891 578 081	27 195 423 555	6 798 855 889	746 803 306
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	36 757 644 609	32 604 381 089	8 151 095 272	6 702 831 820
04.05 VIH/SIDA	12 388 434 544	23 554 395 157	5 888 598 789	97 542 150
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	52 686 313 716	47 083 223 298	11 770 805 825	11 362 679 011
05 Eau et Assainissement	139 804 271 368	108 080 026 088	27 020 006 522	12 351 129 831
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	66 042 200 644	85 918 605 517	21 479 651 379	7 554 475 569
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	73 762 070 724	22 161 420 571	5 540 355 143	4 796 654 262
06 Energie	140 744 759 201	154 381 099 723	38 595 274 931	71 055 372 144
06.1 Accès à l'électricité	140 744 759 201	154 381 099 723	38 595 274 931	71 055 372 144
07 Routes et ouvrages d'art	360 104 491 800	416 837 765 562	124 209 441 391	151 689 813 561
07.1 Entretien pistes rurales	3 379 093 882	5 877 545 928	1 469 386 482	121 389 456
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	153 747 467 141	14 830 280 863	3 707 570 216	25 965 544 942
07.3 Autres travaux routiers	202 977 930 777	396 129 938 771	119 032 484 693	125 602 879 163
08 Affaires Sociales	88 361 568 038	74 178 024 424	18 544 506 106	26 148 096 571
08.0 Administration générale	15 642 703 163	17 771 655 528	4 442 913 882	3 867 488 425
08.1 Formations destinées aux femmes	1 951 584 525	2 250 626 511	562 656 628	132 762 114
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	23 335 298 517	27 127 474 513	6 781 868 628	156 529 535
08.3 Formation au personnel d'appui	1 555 062 246	1 512 432 362	378 108 091	-
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	45 876 919 587	25 515 835 510	6 378 958 878	21 991 316 497
09 Décentralisation	88 992 878 941	96 750 176 296	24 187 544 074	67 733 006 879
09.1 Décentralisation	88 992 878 941	96 750 176 296	24 187 544 074	67 733 006 879
10 Reconstructions et réhabilitations	21 173 020 018	22 212 119 406	5 553 029 852	2 576 321 844
10.1 Reconstruction et réhabilitation	677 751 633	2 139 680 000	534 920 000	3 600 000
10.2 Habitat et logement sociaux	20 495 268 385	20 072 439 406	5 018 109 852	2 572 721 844
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	33 551 318 476	20 347 727 370	5 086 931 843	6 486 917 015
11.1 Promotion et insertion des jeunes	30 016 205 208	17 116 056 633	4 279 014 158	5 804 579 719
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	3 535 113 268	3 231 670 737	807 917 684	682 337 296
TOTAL	3 065 975 509 055	2 978 512 963 038	714 124 283 041	725 217 937 963

Source : SIGOBE/DGBF